

Ajournement

promotion et de l'annonce d'emplois. Il devrait également adopter un programme obligatoire d'action incisive pour que règne l'égalité des sexes dans tous les ministères et organismes du secteur public.

Il nous faut des lois strictes, sévèrement appliquées, afin que des personnes remplissant les mêmes fonctions touchent une rémunération équivalente et il faut prévoir des stimulants pour atteindre ce but. Nous devons améliorer les dispositions relatives aux congés de maternité payés et au droit qu'ont les femmes à retrouver leur place sans être pénalisées sur le plan du salaire ou de l'ancienneté. Nous devons apporter des modifications à notre législation du travail afin de prévoir des droits à la négociation collective et des avantages sociaux pour les travailleurs à temps partiel et le personnel domestique.

Quant aux jeunes, je pense qu'il faut établir des relations plus étroites entre le monde de l'enseignement et le monde du travail. Il faudrait adopter un nombre croissant de programmes d'études pratiques pendant l'année scolaire et prévoir plus de services d'orientation professionnelle, tant dans les écoles que dans le milieu familial. Nous avons besoin de projets spéciaux financés par le gouvernement, des projets d'assainissement de l'environnement, des travaux d'équipement d'urgence, d'assainissement de l'environnement pour les municipalités, par exemple, ce qui permettrait aux étudiants et aux jeunes, de trouver de l'emploi. Il faudrait accorder des subventions pour aider les agriculteurs canadiens à payer le salaire d'employés qu'ils pourraient embaucher en plus grand nombre. Ce sont là des mesures d'urgence.

Ce qu'il nous faut à long terme, c'est de la planification et des objectifs pour favoriser la croissance économique et réduire les niveaux de chômage actuels qui coûtent à l'économie des milliards de dollars en perte de production et en perte de dépenses de consommation, sans mentionner les centaines de millions de dollars de pertes de recettes fiscales et de cotisations supplémentaires qui seraient versées à la Commission d'assurance-chômage. J'estime qu'en faisant certaines dépenses maintenant, on obtiendra à la longue des résultats splendides grâce au plein emploi. La misère humaine et les difficultés économiques auxquelles font face un million de chômeurs canadiens, surtout les femmes et les jeunes, exigent une intervention immédiate. Le gouvernement devrait être en train de prendre des mesures concrètes pour trouver un emploi à ces chômeurs.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Comme il est 10 heures, il est de mon devoir d'informer la Chambre qu'en conformité de l'article 58(11) du Règlement, les délibérations sur la motion sont terminées.

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 40 du Règlement.

LES TRANSPORTS—LES DISPARITÉS ENTRE L'EST ET L'OUEST AU CHAPITRE DES SUBVENTIONS AUX TRANSPORTS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, le 3 novembre dernier, le ministre des Transports (M.

Lang) a annoncé sa politique de transport "made in Ottawa" pour les localités côtières du nord de la Colombie-Britannique et qu'il baptisait «service d'expédition amélioré». Il a notamment déclaré et je cite:

Les trois députés des circonscriptions côtières de la Colombie-Britannique, l'honorable Iona Campagnolo, Jack Pearsall et Hugh Anderson ont collaboré à l'établissement du nouveau programme, et ils surveilleront la situation et resteront en contact avec les électeurs pour régler les problèmes de rodage qui pourront survenir.

Il a ajouté:

RivTow, dont les services ne seront pas subventionnés a accepté de maintenir ses tarifs au taux actuel pendant qu'elle acquiert de l'expérience et ne prévoit pas d'augmentation importante.

Le 29 novembre, le député de Comox-Alberni (M. Anderson) aurait déclaré selon un de ses propres journaux, le Campbell-River Upper Islander:

Si l'on a décidé de ne plus subventionner la Northland, c'est parce que cela nuisait aux services de navigation du Nord au lieu de les aider. Il y aurait davantage de concurrence si le gouvernement fédéral n'aidait pas uniquement une compagnie.

● (2200)

J'aimerais connaître l'opinion des localités côtières à ce sujet.

Le 30 novembre, on a constaté qu'en l'espace d'un mois, le coût de certains services avait augmenté, jusqu'à 150 p. 100 dans certains cas.

Le 3 décembre, le *Columbian* de New Westminster rapportait les déclarations de M. Bill New, président de la Coast Ferries Ltd. En voici un extrait:

Selon lui, l'amitié qui lie le président de la RivTow, Cecil Cosulich, Roger Marsham, fonctionnaire du ministère fédéral des Transports, et Goen Chestnut, conseiller auprès du ministre des Transports de la C.-B., M. Jack Davis, avait nui aux intérêts de son entreprise.

Chestnut et Marsham n'agissent que dans leur intérêt... pas nécessairement pour le bien des clients des sociétés qui ont bénéficié de ces subventions, a-t-il déclaré.

Pour l'instant on peut dire que la situation est à l'avantage des services de la RivTow.

L'article dit ensuite:

RivTow a repris une bonne partie du service de transport des marchandises abandonné par la Northland quand la subvention accordée à cette dernière a pris fin le 31 octobre.

Le 6 décembre, le ministre des Transports s'est finalement rendu à Prince Rupert pour écouter les doléances des gens de l'endroit. Il a admis qu'il avait attendu trop longtemps et qu'il avait peut-être pris une mauvaise décision. Il a aussi dit à ce moment-là qu'il devait apporter les changements parce que le gouvernement était «tenu en otage par la Northland».

Le 6 décembre également, le *Province* de Vancouver a publié un autre article qui indiquait que le ministre d'État chargé de la santé et du sport amateur (M^{me} Campagnolo) avait déclaré ce qui suit à un journaliste:

... qu'à moins d'une intervention immédiate du ministre des Transports, M. Otto Lang, qui calmerait le mécontentement parmi ses électeurs, elle quitterait son poste au sein du cabinet.

«Je veux que ça change, a-t-elle dit, sinon je ne suis pas à court de moyens».

Le 8 décembre, le *Globe and Mail* signalait que selon M^{me} Campagnolo, M. Lang avait promis la semaine précédente, à savoir la première semaine de décembre, qu'il améliorerait le service dans les six semaines.

Le 21 décembre, le premier ministre de la Colombie-Britannique envoya un télégramme au premier ministre, dans lequel il disait:

Proportionnellement au nombre d'habitants et compte tenu des subventions accordées sur la côte est, la côte ouest devrait obtenir plus de 100 millions de